



## Analyse budgétaire : L'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH), période 2010-2021

### Messages principaux

- Alors que les dépenses dans le secteur WASH augmentent en termes nominaux et réels, la part du budget WASH dans le budget national et le PIB a stagné au cours des dernières années. Les dépenses nominales ont atteint 460 millions de dinars, soit 2,29 pour cent des dépenses totales en 2021.
- Bien que les allocations actuelles au secteur WASH soient supérieures à celles qu'exige le financement des engagements internationaux tels que la Déclaration de Ngor (« *allouer 0,5 pour cent du PIB au secteur WASH pour réaliser des services d'eau et d'assainissement universels, équitables et abordables* ») une grande partie du secteur WASH est encore financée par des sources privées. Un plan de financement stratégique permettrait d'accroître l'efficacité et l'utilisation effective des investissements publics et privés en établissant un plan d'action clair concernant les recettes tarifaires, les allocations budgétaires publiques et la hiérarchisation des priorités.
- Dans le cadre du budget national WASH, les allocations ne sont pas alignées sur les besoins les plus importants conditionnés par la démographie (urbaine et rurale). Les ressources du secteur WASH sont dirigées vers l'eau potable urbaine, tandis que pour les zones rurales le budget alloué est relativement faible, malgré leurs besoins plus importants.
- Les allocations aux sous-secteurs (eau, assainissement et hygiène) au sein du budget national pourraient être optimisées. **Actuellement, la plupart des dépenses sectorielles nationales sont allouées à la gestion des ressources en eau et à l'eau potable.**
- Alors que la Tunisie a réalisé des progrès en matière d'accès à l'eau, **le pays est toujours confronté à des lacunes dans la couverture de l'hygiène de base et de l'assainissement amélioré**, tant au niveau des ménages qu'au niveau des établissements de santé et de l'éducation.

- **Le secteur WASH devrait être une priorité maintenant plus que jamais.** La pandémie de la COVID-19 a démontré l'importance des mesures sanitaires dans la prévention des transmissions de maladies. En outre, le changement climatique risque de diminuer considérablement les ressources en eau. Il est urgent de concevoir une meilleure gestion de la demande et une amélioration de l'efficacité dans la chaîne de distribution d'eau. **Pour entraîner ces changements, la Tunisie pourrait envisager une actualisation des tarifs qui reflètent mieux les coûts réels, ainsi que privilégier les dépenses pour l'entretien des infrastructures afin d'améliorer l'efficacité de l'approvisionnement.**



© UNICEF/Syria/2020/Haesen

Cette note budgétaire est l'une des cinq notes centrées sur les enfants qui analysent le budget et les dépenses de la Tunisie sur la période 2010-2021. Ces notes explorent dans quelle mesure le budget WASH répond aux besoins des enfants de moins de 18 ans en Tunisie. La note analyse la taille et la composition des allocations budgétaires approuvées pour WASH qui concernent les enfants au cours des exercices 2010 et 2021. L'objectif principal est de synthétiser des informations budgétaires complexes afin qu'elles puissent être facilement comprises par les parties prenantes, et de proposer des messages clés pour éclairer les processus de prise de décisions politiques et financières. Les données 2010-2019 proviennent de la base de données BOOST du ministère des Finances. Les années supplémentaires 2020-2021 ont été prises en compte mais, en raison des nouvelles réformes budgétaires et des classifications des dépenses basées sur les objectifs, l'analyse de ces dernières années a parfois été limitée. Les résultats pour 2021 restent provisoires, car ils sont dérivés des données fournies par les lois de finances. Les analyses sous-nationales n'ont pas pu être réalisées à cause des données désagrégées par gouvernorat étant insignifiantes. Les auteurs principaux de ces rapports sont Dr Lucia Corball, Hannah Rowett, Tomas Lievens (Genesis Analytics) et Dr Marwen Hkiri. Ces auteurs sont très reconnaissants du soutien continu de l'UNICEF Tunisie et de l'engagement des parties prenantes pour la réalisation du projet.

## INTRODUCTION

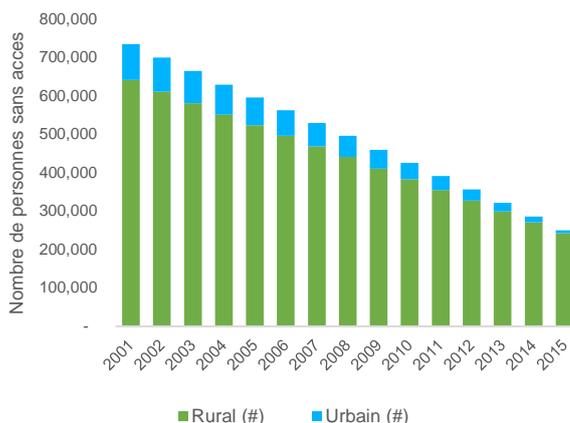
Le droit fondamental à l'eau, l'hygiène et l'assainissement est reconnu en Tunisie, il est protégé par la Constitution Tunisienne de 2014. En Tunisie, les services et les ressources en eau et en assainissement sont fournis et gérés sous le mandat d'institutions nationales.

Le ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MAHRP) gère les ressources en eau conventionnelles, tandis que la SONEDE - une société publique de gestion de l'eau - fournit de l'eau potable sous la supervision du ministère de l'Agriculture. Le ministère de l'Agriculture gère les installations de transfert, de pompage et d'approvisionnement en eau pour les grands utilisateurs tels que la SONEDE et les CRDA (Commissions Régionales de Développement Agricole). Finalement, les eaux usées sont gérées par l'Office National de l'Assainissement (ONAS), sous tutelle du ministère de l'Environnement (MALE), tandis que le contrôle de la qualité de l'eau potable revient au ministère de la Santé Publique.<sup>1</sup> Pour gérer le secteur de l'eau, la Tunisie a élaboré un plan d'action multisectoriel à long terme qui permet au pays d'estimer sa consommation d'eau 20 ans à l'avance (EAU 2050).

### Aperçu des développements récents et des perspectives

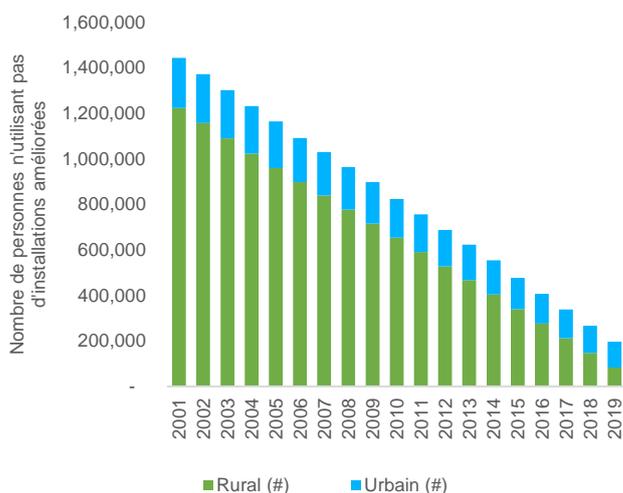
La Tunisie a réalisé d'importants progrès pour garantir l'accès aux services essentiels d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Entre 2000 et 2019, l'accès à une eau potable améliorée a augmenté dans les zones urbaines et rurales. Les zones urbaines ont connu les améliorations les plus importantes, l'accès à l'eau potable améliorée passant de 82 pour cent à 97 pour cent sur la même période. En ce qui concerne les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, les zones rurales ont enregistré les plus larges progrès dans l'accès à un assainissement amélioré, passant de 66 pour cent à 98 pour cent entre 2000 et 2019. Cela signifie qu'au cours des deux dernières décennies, près de 3,5 millions de personnes supplémentaires en Tunisie ont eu accès à un assainissement amélioré et près de 3 millions de personnes en plus ont eu accès à l'eau. Il s'agit d'une réalisation importante, si l'on considère que 30 pour cent de la population tunisienne vit dans des zones rurales.

**Figure 1: Manque d'accès à une source d'eau améliorée, 2001-15 (en nombre de personnes sans accès)**



Source: Joint Monitoring Program (JMPP) pour WASH (WHO, UNICEF, WB)

**Figure 2: Utilisation d'installations sanitaires non améliorées, 2001-19 (en nombre de personnes n'utilisant pas d'installations améliorées)**



Source: Joint Monitoring Program (JMP) pour WASH (WHO, UNICEF, WB)

Malgré les progrès réalisés, le pays est toujours confronté à de nombreux défis pour assurer l'accès universel aux services WASH. Selon les dernières estimations du Programme conjoint de surveillance WASH, en 2019, près de 130 000 personnes en Tunisie utilisent encore de l'eau potable non améliorée, provenant notamment des puits et des sources non protégés, et principalement dans les zones rurales. En outre, sur les 200 000 personnes qui utilisent des installations sanitaires non améliorées, dont la plupart vivent dans les zones rurales, environ la moitié utilise des latrines partagées, et l'autre moitié utilise principalement des latrines non améliorées.

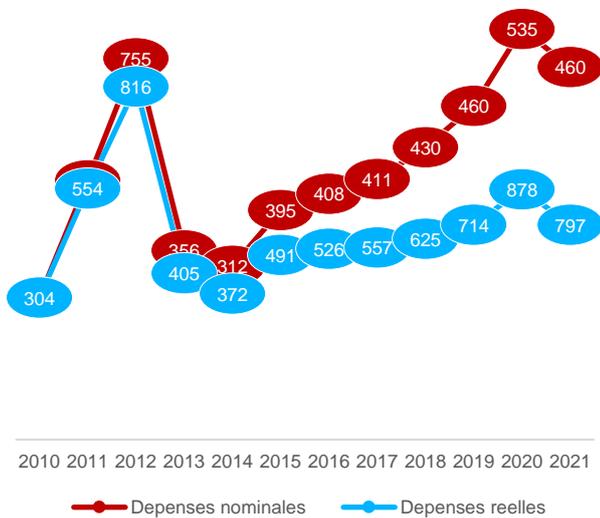
<sup>1</sup> La Banque Mondiale (2020). 'Tunisie Revue des dépenses Publiques.' La Banque Mondiale, Washington, DC.

# TENDANCE DES ALLOCATIONS BUDGETAIRES DU SECTEUR WASH

## Tendances des dépenses publiques sur WASH

En termes nominaux, le budget 2021 pour le WASH était de 460 millions de dinars. Cela représente une baisse nominale de 9 pour cent par rapport à 2020. En revanche, entre 2019 et 2020 les dépenses du secteur WASH ont augmenté de 23 pour cent. Cette augmentation impressionnante peut, en partie, s'expliquer par les mesures sanitaires introduites pendant la première année de la pandémie de la COVID-19. Au cours de la dernière décennie, les dépenses pour le WASH ont augmenté de plus de 2.5 fois entre 2010 et 2021. En termes réels, cependant, les dépenses WASH affichent une augmentation plus légère et ont augmenté d'une fois et demie par rapport au niveau observé en 2010. Si l'on considère les 11 dernières années, les dépenses réelles ont augmenté de 51 pour cent, avec une courbe de dépenses fluctuante de 2010 à 2013, et une courbe ascendante soutenue depuis 2014 – à l'exception d'une baisse en 2021 (Figure 3).

Figure 3 : Tendances des allocations budgétaires du secteur WASH en valeur nominale et en valeur réelle, 2010-21 (millions TND).



Sources : Calcul de l'auteur à partir des données budgétaires de BOOST.

Note : Estimations pour la période 2010-2021. Les taux d'inflation pour chaque année ont été estimés à partir de l'indice d'inflation publié par le FMI, dans la base de données des Perspectives de

<sup>2</sup> Données directement disponibles selon la classification ADMIN2 de BOOST.

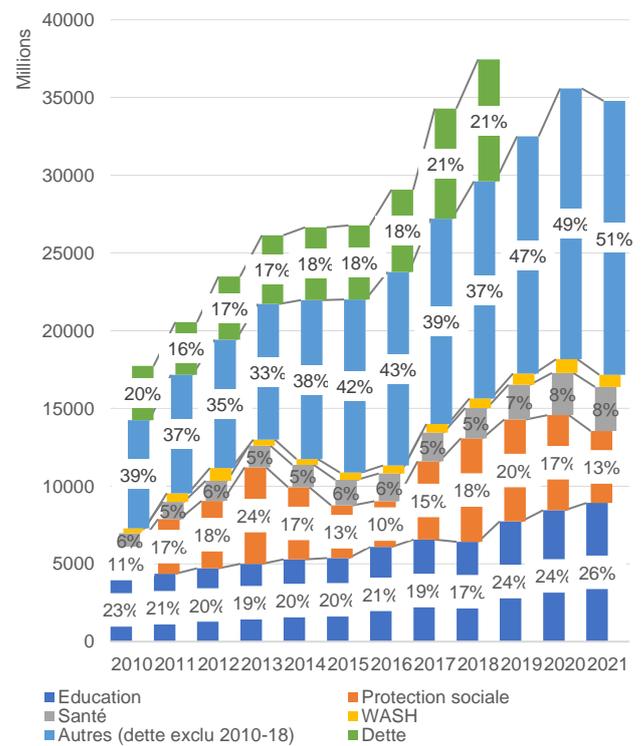
<sup>3</sup> Ministère des Finances, 2022. *Service de la dette publique*. <http://www.finances.gov.tn/fr/les-indicateurs/depenses>

<sup>4</sup> Jusqu'en 2018, les données de la service de la dette publique sont directement disponible dans BOOST, sous la classification

l'économie mondiale (WEO) (2021) (l'année de base est 2010). Les résultats pour 2021 sont préliminaires.

Si on le compare aux autres secteurs sociaux, le secteur WASH est le plus petit secteur, il ne reçoit que 2,29 pour cent des dépenses totales en 2021. L'éducation est le plus grand bénéficiaire de la part du budget allouée aux secteurs sociaux. Les dépenses de remboursement de la dette sont importantes : elles comptent pour une moyenne de 18 pour cent jusqu'en 2018.<sup>2</sup> Selon le Ministère des Finances, les dépenses en termes de services de la dette publique sont toujours élevées ces dernières années, atteignant 34 pour cent du budget de l'Etat en 2021.<sup>3,4</sup>

Figure 4 : Dépenses réelles sectorielles (pourcentage des dépenses réelles totales de l'Etat)

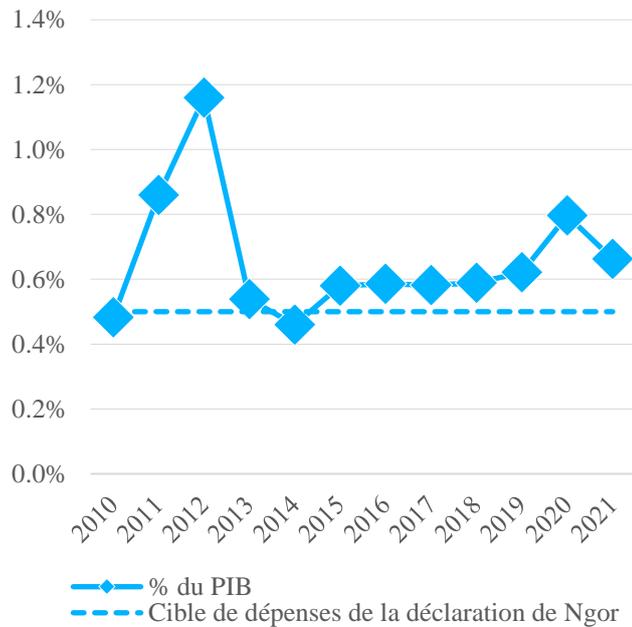


Bien que les dépenses publiques en WASH en pourcentage du PIB soient restées relativement stables sur la période de 2010 à 2021, les allocations au secteur sont conformes aux objectifs internationaux et aux derniers engagements de la Tunisie en matière d'investissements WASH, à savoir la Déclaration de Ngor. Après des variations entre 2010 et 2013, les dépenses pour le WASH en pourcentage du PIB sont restées stables, avec une moyenne de 0.6 pour cent du PIB. Il est important de noter l'accroissement des dépenses en pourcentage

ADMIN2. Les statistiques sur la dette n'étant plus disponibles sous ADMIN2 ces dernière années, cette catégorie est omise de ce graphique pour ne pas présenter les données de deux sources différentes dans le même graphique. Les dépenses envers la dette sont donc comprises dans la classification "autres".

du PIB en 2020. Malgré le choc de la COVID-19 sur l'économie Tunisienne, qui a fait chuter de 1.4 % en 2019 à 9.2% en 2020,<sup>5</sup> la Tunisie a augmenté ses dépenses dans le WASH de 23 pour cent. Ceci montre que, face à la pandémie, les dépenses pour l'hygiène et l'assainissement ont été mises en priorité (Figure 5).

**Figure 5 Évolution des dépenses de WASH comparées aux cibles internationales (Ngor Déclaration), 2010-19 (en pourcentage du budget total)**



Sources : Calcul de l'auteur à partir des données budgétaires de BOOST

Note : Estimations pour la période 2010-2021. Les estimations du PIB sont tirées de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) (FMI, 2021).

## COMPOSITION DES ALLOCATIONS BUDGETAIRES DU SECTEUR WASH

Les services WASH en Tunisie sont fournis par plusieurs institutions. Chacune d'entre elles reçoit une part du budget pour réaliser des investissements spécifiques et fournir des services et activités WASH. La part des dépenses WASH allouée à chacune de ces institutions est représentée dans la Figure 6 ci-dessous. Il faut ici faire la distinction entre (i) les institutions impliquées dans la fourniture des principaux biens et services, et (ii) celles qui reçoivent un budget pour des activités spécifiques mais qui n'ont pas pour fonction principale de fournir leur propre service d'eau, d'assainissement ou d'hygiène.

<sup>5</sup> Ministère de l'Economie et de la Planification. Budget économique.

<sup>6</sup> JMP. Estimations sur l'eau, l'assainissement, l'hygiène, les services de déchets de soins de santé et le nettoyage environnemental dans les établissements de soins de santé en Tunisie. Août 2020

Dans le premier groupe, nous trouvons le Ministère de l'Agriculture, dont la fonction principale concerne la gestion des ressources en eau, y compris pour l'agriculture.

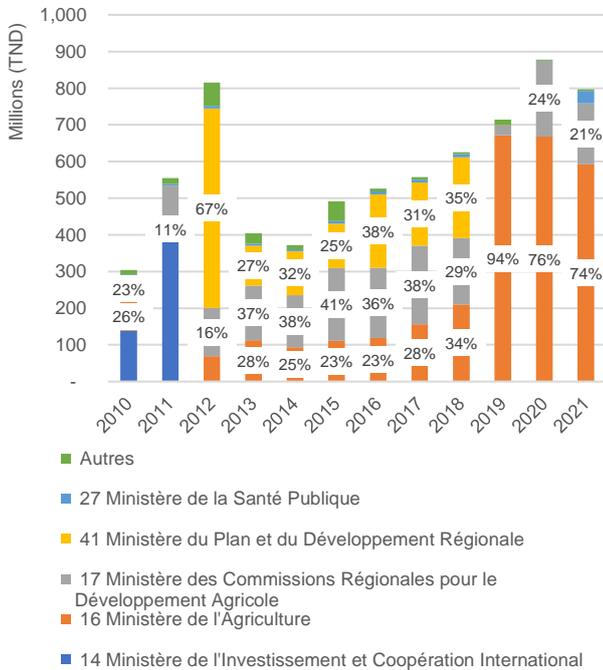
Sur la période considérée, la plus grande part du budget WASH est dépensée par le Ministère de l'Agriculture (37 pour cent en moyenne au cours de la période). Le Ministère de l'Agriculture a augmenté ses dépenses au cours de la décennie pour atteindre 74 pour cent en 2021, malgré une diminution depuis 2019. Les Commissariats Régionaux pour le Développement Agricole (27 pour cent en moyenne sur la même période) font partie du Ministère de l'Agriculture. Ensemble, ces dépenses totales 64 pour cent des dépenses totales WASH. Le Ministère du Plan et du Développement Régional dépense aussi une grande part : 21 pour cent en moyenne. Enfin, les autres ministères (Ministère de l'Éducation, de la Santé, des Affaires Sociales, de l'Environnement, entre autres) ne reçoivent que des parts modestes des dépenses totales WASH. (Figure 6).

Globalement, seuls 3 ministères concentrent la majorité des dépenses. Cela peut être dû au fait que ces ministères gèrent les deux fonctions les plus importantes au sein du secteur WASH en Tunisie, à savoir les services d'approvisionnement en eau et la gestion des ressources en eau, y compris l'irrigation. En outre, en 2019, 69.5 pour cent des écoles dispensant un enseignement de niveau primaire et/ou secondaire ont eu accès à l'eau potable.<sup>6</sup> Cela peut expliquer le faible niveau de dépenses dans le secteur WASH observé dans cette analyse<sup>7</sup> pour le ministère de l'Éducation. D'autre part, le niveau de dépenses du Ministère de la Santé est faible : selon la dernière évaluation de l'état du programme WASH dans les centres de santé en 2016, un peu plus d'un tiers (35 pour cent) des établissements de santé évalués avaient accès à un poste avec du savon et de l'eau aux points de soins (hygiène de base sur place), et près de 10 pour cent des établissements de santé publique n'avaient pas accès à une eau améliorée sur place.<sup>8</sup> Cela soulève des problèmes d'allocation et appelle à revoir les allocations entre les ministères impliqués dans la fourniture de services WASH.

<sup>7</sup> UNICEF et WHO. 2020. JMP. Estimations sur l'eau, l'assainissement, l'hygiène, les services de déchets de soins de santé et le nettoyage environnemental dans les établissements de soins de santé en Tunisie. Août 2020

<sup>8</sup> UNICEF et WHO. 2020. JMP. Estimations sur les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les écoles en Tunisie. Juillet 2020

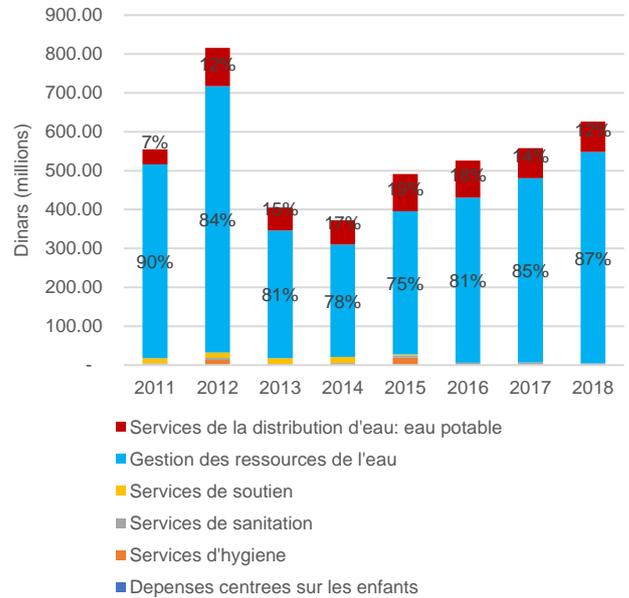
**Figure 6: Dépenses sectorielles de WASH, par ministère, 2010-19 (en millions Dinars et comme pourcentage du budget sectoriel).**



Sources : Calcul de l'auteur à partir des données budgétaires de BOOST

Les dépenses WASH sont allouées à différents services, dont la gestion des ressources en eau constitue l'essentiel entre 2011 et 2018. Tout au long de la même période, une moyenne de 82 pour cent du budget national WASH a été consacré à la gestion des ressources en eau, y compris l'irrigation. C'est le service d'approvisionnement en eau potable qui détient la deuxième part la plus importante des dépenses du secteur WASH, avec une moyenne de 14 pour cent reçus sur la même période. Cette structure de répartition entre les fonctions laisse une marge budgétaire limitée pour les dépenses d'assainissement.

**Figure 7: Dépenses du secteur WASH par services, 2011-18 (en milliards de Dinars et en pour cent du budget du secteur) (données uniquement disponibles jusqu'en 2018, avant le changement vers la nouvelle nomenclature)**



Sources : Calcul de l'auteur à partir des données budgétaires de BOOST

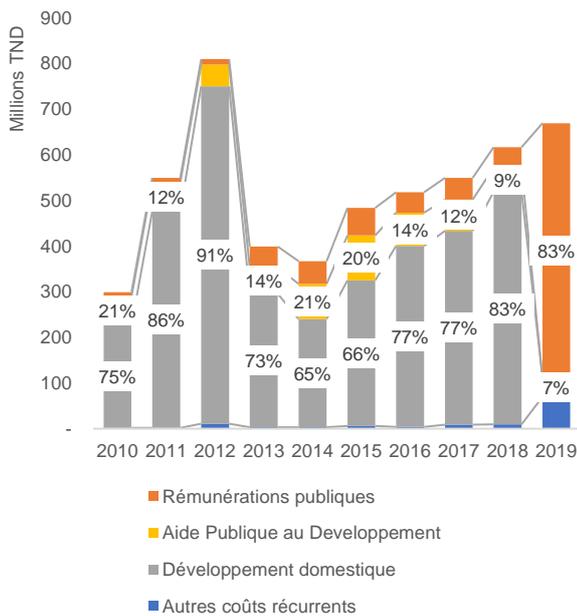
La majeure partie du budget tunisien alloué au secteur WASH est constituée de dépenses de développement, qui ont représenté 90 pour cent, en moyenne, de toutes les dépenses du secteur WASH au cours des années 2014 à 2018, avec de faibles variations d'une année à l'autre. La part du budget de développement a augmenté régulièrement en termes nominaux au cours des dernières années, passant de près de 400 millions de TND en 2014 à 600 millions de TND en 2018. A partir de 2019, une tendance inverse apparaît, où la majorité des dépenses sont des dépenses courantes avec une moyenne de 69 pour cent. La raison de ce large changement n'est pas claire, elle pourrait être due aux modifications dans la nomenclature et la classification des dépenses en 2019.

La ventilation du budget par nature économique (données disponibles uniquement jusqu'en 2019) montre qu'en moyenne, les trois quarts du budget de développement ont été financés par des ressources financières nationales entre 2014 et 2018. La part des dépenses de développement (77 pour cent en moyenne de 2014 à 2018) financée par des ressources nationales a augmenté. La part du budget de développement financée sur ressources extérieures (Aide Publique au Développement) a donc diminué au cours de cette période (Figure 8). Cela peut refléter de bons niveaux d'intégration des

dépenses et la transition pour passer de l'aide extérieure à des investissements WASH financés au niveau national.

Une moyenne de 10 pour cent des dépenses globales du secteur WASH étaient récurrentes. Cela est dû au fait que la plupart des dépenses publiques du secteur WASH impliquent des investissements publics, tandis que les coûts de fonctionnement et d'entretien sont financés principalement par les paiements directs des utilisateurs (les ménages).

**Figure 8: Dépenses dans le secteur WASH par nature économique, 2010-18 (en millions de Dinars et comme pourcentage du budget du secteur).**



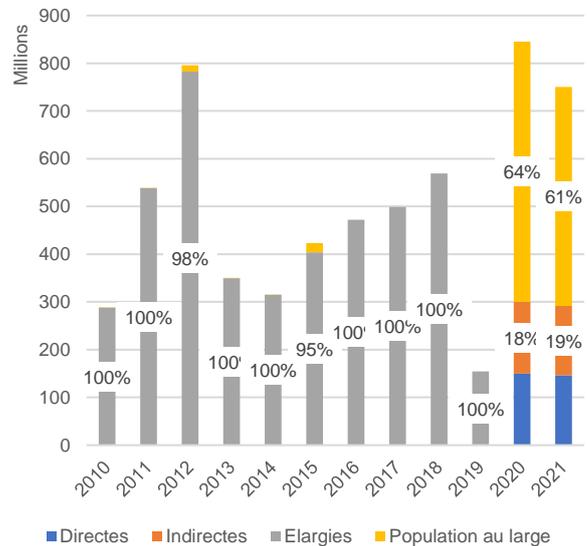
Sources : Auteur à partir des données budgétaires de BOOST

Cette analyse a montré que, jusqu'en 2019, les dépenses dans le secteur WASH en faveur des enfants plutôt de manière élargie : quand les dépenses bénéficient à une portion de la population dont les enfants font partie. La figure ci-dessous montre également les dépenses de WASH qui profitent directement aux enfants et qui profitent indirectement aux enfants, par le biais de transferts reçus par des personnes en contact étroit avec les enfants (mères, parents et soignants). Jusqu'en 2019, les dépenses directes et indirectes en faveur des enfants sont faibles. En effet, la majorité des dépenses au cours de ces années bénéficient aux enfants de manière élargie, c'est-à-dire que les dépenses bénéficient à une portion de la population dont les enfants forment une part importante.<sup>9</sup> Cependant, en 2020 et 2021, les dépenses ont été ciblées plus directement sur les enfants avec une

<sup>9</sup> Cette analyse a classifié les dépenses budgétaires comme : bénéficiant directement aux enfants, de manière indirecte par le biais de transferts reçus par des personnes en contact proche avec les enfants (mères, parents et soignants), soit de manière élargie bénéficiant à une portion de la population dont les enfants forment

baisse des dépenses élargies et une augmentation considérable des dépenses directes et indirectes. En 2021, 19 pour cent des dépenses ciblent directement les enfants.

**Figure 9: Dépenses du secteur WASH pour les enfants par type de dépenses axées sur les enfants, 2010-20 (en millions de Dinars et en tant que part (pour cent) du budget du secteur)**



Sources : Auteur à partir des données budgétaires de BOOST.

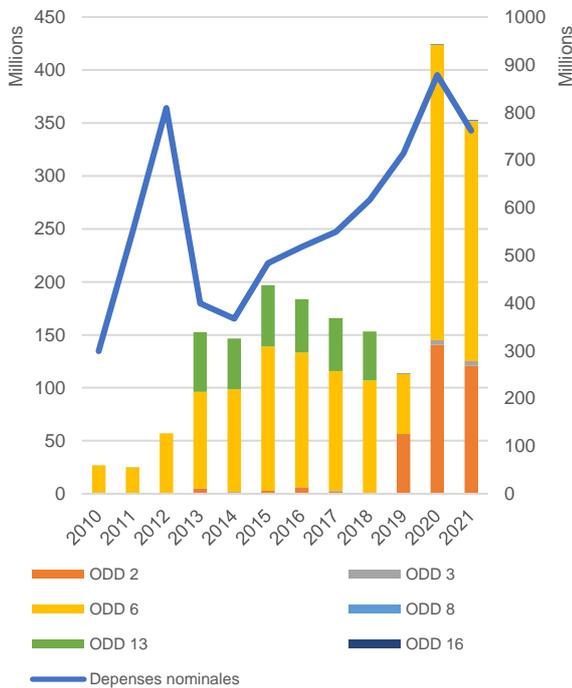
Cette note budgétaire a été créée en parallèle avec une analyse sur les dépenses publiques sur les ODD effectuée au cours de la même période, et l'adoption d'une analyse basée sur une méthodologie tag-and-trace.<sup>10</sup> Il est intéressant de comparer l'alignement des dépenses WASH avec l'ODD 6 : *Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau*. La ligne ci-dessous illustre le taux d'alignement des dépenses avec l'ODD 6.

Une large part des dépenses dans le secteur WASH vise à atteindre d'abord l'objectif ODD 6, devant les autres ODD. Pourtant, ce secteur WASH contribue au financement d'autres ODD qui sont par nature multisectoriels, comme ODD2, relatif à la nutrition.

une part importante, soit des dépenses qui améliorent les conditions de vie des enfants), ou des dépenses qui bénéficient à la population en général

<sup>10</sup> Voir le rapport sur les dépenses publiques en faveur des ODD.

**Figure 10: Part des dépenses du secteur WASH contribuant au financement des ODD et allocation vers l'ODD 6 (en tant que part du total des dépenses WASH liées à l'ODD 6).**

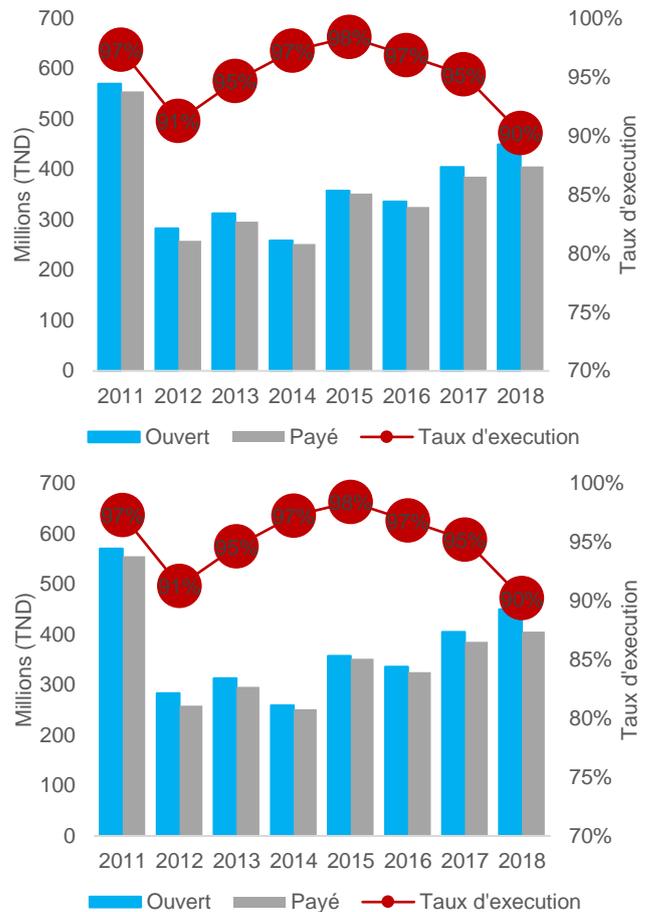


Sources : Calcul de l'auteur à partir des données budgétaires de BOOST.

## PREVISION ET EXECUTION BUDGETAIRES DU SECTEUR WASH

La précision de la budgétisation et de l'exécution budgétaire est relativement élevée pour les années comprises entre 2011 et 2018,<sup>11</sup> avec des taux d'exécution budgétaire supérieurs à 90 pour cent pour toutes les années analysées. En revanche, on observe une tendance à la baisse de la capacité du gouvernement à absorber effectivement le budget sectoriel à partir de 2015 (**Figure 11**).

**Figure 11: Taux d'exécution du budget. Budget approuvé du secteur WASH par rapport aux dépenses réelles, 2010-2018 (millions de dinars).**



Sources : Calcul de l'auteur à partir des données budgétaires de BOOST.

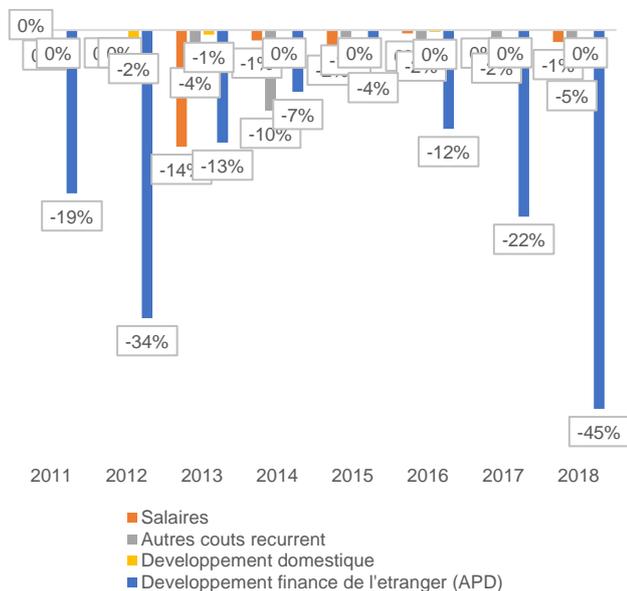
La tendance à la baisse de l'exécution du budget sectoriel global est due à la performance modeste du budget de développement, qui présente des écarts importants entre les montants approuvés et ceux exécutés dans les dépenses de développement d'origine extérieure. Dans le budget récurrent, les rémunérations et salaires du personnel et les autres dépenses récurrentes ont été exécutés presque entièrement, on n'observe que de faibles niveaux d'écart entre les montants approuvés et ceux dépensés au cours de la période 2011-2018.

En revanche, on observe de grandes fluctuations dans l'exécution du budget pour les dépenses de développement d'origine extérieure tout au long de la période 2011-2018. Le taux d'exécution du budget de développement financé par l'APD a été en moyenne de 80 pour cent (allant de 55 à 85 pour cent) au cours de la même période. Au contraire, les dépenses de développement financées au niveau national présentent des taux d'exécution adéquats (supérieurs

<sup>11</sup> Ces données n'étaient disponibles que jusqu'en 2018.

à 95 pour cent toutes les années sauf en 2014) (Figure 12).

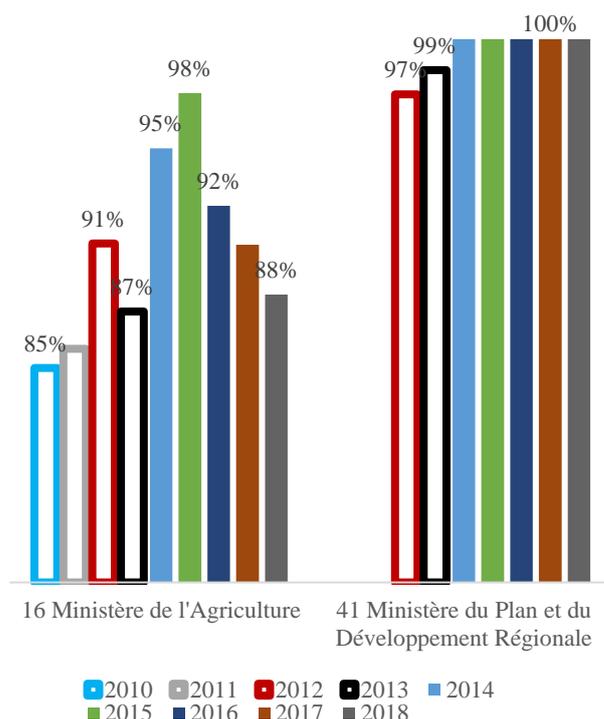
**Figure 12: Taux d'exécution du budget WASH par nature économique, 2010-18 (écart par rapport au montant approuvé en pourcentage)**



Source : Calcul de l'auteur à partir des données budgétaires de BOOST.

La **Figure 13** illustre les taux d'exécution budgétaire pour les deux ministères les plus importants dans le secteur WASH. Le taux d'exécution des dépenses par le Ministère de la Planification et du Développement Régional, qui reçoit la deuxième plus grande part des dépenses dans le secteur WASH, est plutôt haut et stable. Le Ministère de l'Agriculture, qui a reçu la plus grande part des dépenses sectorielles au cours de la plupart des années, a des taux d'exécution plus variables. Ce ministère pourrait améliorer ses taux d'exécution budgétaire qui étaient en moyenne de 93 pour cent au cours de la période analysée, mais qui montrent une tendance à la baisse depuis 2015. On pourrait améliorer les décisions d'allocation et les processus de décaissement en comprenant quels sont les goulots d'étranglement qui freinent l'absorption des montants budgétisés approuvés.

**Figure 13: Taux d'exécution du budget dans certaines institutions WASH par année, 2010-19**



Source : Calcul de l'auteur à partir des données budgétaires de BOOST.

## SOURCES DE FINANCEMENT DU SECTEUR WASH

En ce qui concerne les sources de financement, la majeure partie du financement WASH provient des dépenses privées engagées par les ménages par le biais des factures et des investissements dans l'auto-alimentation. On estime que pour les années 2013 à 2015, en moyenne 75 pour cent des dépenses totales en eau et 57 pour cent des dépenses totales en assainissement provenaient des paiements directs des ménages (par exemple, les factures et l'auto-alimentation). Cependant, entre 2013 et 2015, la part des dépenses WASH financées par les ménages a diminué de 68 pour cent à 60 pour cent, conséquence de la stagnation des tarifs.<sup>12</sup> Cela peut entraver la durabilité du financement WASH, car la contribution des ménages diminue sans que les dépenses publiques du secteur n'augmentent pour combler le déficit de financement potentiel. Actuellement, ce sont globalement les contributions des ménages qui représentent la source de financement la plus durable du secteur WASH.<sup>13</sup>

En Tunisie, la majeure part du budget et des dépenses du secteur WASH (en moyenne 90 pour cent du budget entre 2010 et 2019) recouvre des

<sup>12</sup> Banque mondiale. 2018. L'eau et l'assainissement pour tous en Tunisie : Un objectif réaliste. Diagnostic de la pauvreté WASH. Banque mondiale, Washington, DC

<sup>13</sup> Banque mondiale. 2018. L'eau et l'assainissement pour tous en Tunisie : Un objectif réaliste. Diagnostic de la pauvreté WASH. Banque mondiale, Washington, DC

dépenses de développement principalement autofinancées. Le budget de développement, qui représente plus de 90 pour cent des dépenses totales du secteur, a été financé par des ressources nationales et étrangères. Depuis 2014, les investissements ont été de plus en plus financés par des ressources nationales tandis que la part du financement de l'APD a diminué au fil du temps, s'élevant en moyenne à près de 14 pour cent de l'ensemble du budget de développement de 2015 à 2018.

